

IL PARLE DE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ

Yousfi dément le départ massif de travailleurs étrangers

Aucune confirmation au sujet d'une enquête sur les défaillances de la sécurité au niveau du site de Tiguentourine. Le ministre de l'Energie affirme, cependant, que la sécurité sur le site sera renforcée. Il dément, toutefois, les informations faisant part de départs massifs d'employés étrangers.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'attaque terroriste qui a ciblé le complexe gazier de Tiguentourine s'est « invitée » à l'APN. Le ministre de l'Energie, qui assistait à une séance plénière dédiée au vote de la loi sur les hydrocarbures, a consacré l'essentiel de sa prise de parole à l'attaque terroriste d'In Aménas.

Interrogé sur une éventuelle enquête qui aurait ciblé le système de sécurité mis en place par BP au niveau du complexe gazier, le ministre s'est voulu évasif préférant affirmer que les mesures de sécurité y seront renforcées.

Le ministre a tenu à démentir les informations faisant état d'un départ massif de travailleurs étrangers. Il s'agit, dit-il, d'un départ provisoire qui a pour objectif de « rassurer les familles des travailleurs étrangers ».

Rassurant, il affirme que le complexe sera opérationnel « dans les meilleurs délais ». Ne donnant aucun détail au sujet du préjudice financier subi après la détérioration d'une partie des infrastructures et rendant un vibrant hommage aux travailleurs qui ont, dit-il, réussi grâce à leur courage à épargner à l'Algérie le pire.

Avant lui, le président de l'APN avait entamé la séance en s'inclinant devant la mémoire des victimes de l'attaque terroriste. Larbi Ould Khelifa n'a pas hésité à la qualifier de « l'attaque la plus dangereuse » qui ait ciblé l'Algérie et mis en péril sa stabilité.

Lui succédant, Ramdane Taâzibt du Parti des travailleurs a, lui aussi, condamné l'attaque terroriste réitérant le soutien de sa formation politique à toutes les décisions souveraines prises par l'Algérie. Les autres formations politiques, à savoir le RND et le FLN, ont préféré rendre public un communiqué dans lequel ils condamnent également l'attaque.

Le président de l'APN aura certainement apprécié que leurs représentants au sein de l'hémicycle s'abstiennent de commenter l'actualité puisqu'il a deman-



Yousfi rassurant.

dé aux députés de s'en tenir à l'ordre du jour, à savoir le vote de la loi sur les hydrocarbures.

Cette dernière est évidemment passée comme une lettre à la poste.

Le FLN, le RND et le PT ont dit oui. Les députés de l'Alliance verte ont voté contre tandis que ceux du FFS ont carrément choisi le moment du vote pour quitter l'hémicycle après avoir refusé de prendre part aux débats. Très peu de modifications ont été apportées au texte proposé initialement.

Cette loi a complété et modifié 58 articles de la loi 05-07 de 2005 relative aux hydrocarbures et a introduit 10 nouveaux articles.

En dépit des 33 amendements proposés par les députés, le texte n'a pratiquement subi aucune modification majeure.

Les amendements portant sur l'interdiction de l'exploitation du gaz de schiste n'ont pas été retenus car jugés en contradiction avec l'esprit du texte.

N. I.

ATTAQUE TERRORISTE À IN AMÉNAS

Hadj-Saïd minimise l'impact sur le tourisme saharien

L'attractivité du Sahara pour les touristes étrangers ne devrait pas pâtir de l'attaque terroriste perpétrée à In Aménas. C'est ce dont le secrétaire d'Etat auprès du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, chargé du Tourisme, semble convaincu.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hôte hier des étudiants de l'Ecole nationale supérieure du tourisme d'Alger (ENSTA), située à l'hôtel El Aurassi, Mohamed-Amine Hadj-Saïd s'est voulu en fait rassurant. Minimisant l'impact de cette attaque, le secrétaire d'Etat s'estime confiant sur le déplacement de touristes étrangers, notamment anglais, comme

me l'a assuré, dira-t-il, la présidente du Conseil d'affaires algéro-britannique, Lady Olga Maitland.

Certes, Mohamed Hadj-Saïd s'est déclaré conscient des difficultés rencontrées par les tours opérateurs du Sud, certains risquant, en effet, de fermer. Des difficultés qui ne datent pas d'aujourd'hui et qui risquent de s'accroître suite à cette agression anti-algérienne. Toutefois, le secrétaire d'Etat a indiqué que les autorités du pays sont au courant de cette situation et que son département ministériel est disposé à accompagner les opérateurs en difficulté.

Néanmoins, Mohamed Hadj-

Saïd a laissé entendre que les difficultés rencontrées dans une région touristique donnée ne doivent pas constituer un frein, des sujets de fixation, d'autant qu'il n'y a pas un Sahara mais des Sahara en Algérie, en paraphrasant ses propos. En ce sens, l'hôte de l'ENSTA avait relevé le regain d'intérêt des touristes pour la région de Djanet, notamment durant les périodes de fin d'année.

En outre, M. Hadj-Saïd, qui avait assisté à deux cours, avait relevé l'opportunité pour les professionnels du secteur de diversifier les produits touristiques, de les adapter, voire de se déployer ailleurs. Appelant justement à

renforcer la professionnalisation, à même de contribuer à redorer le blason de la destination Algérie, le secrétaire d'Etat avait relevé la nécessité, voire l'exigence pour tout manager d'une infrastructure touristique, hôtelière et d'organisation de voyages d'être titulaire d'un diplôme universitaire.

L'occasion pour l'invité de l'ENSTA de mettre en relief la nécessité de consolider la formation, encourageant les étudiants, en tant que futurs managers et opérateurs touristiques, à contribuer à cette volonté de promouvoir mieux la destination touristique Algérie.

C. B.

SOLTANI DÉSAPPROUVE LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT :

«La conférence de presse de Sellal vient en retard»

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Aboudjerra Soltani, estime qu'«il est désolant de voir le peuple algérien attendre le ministre des Affaires étrangères français s'exprimer pour apprendre ce qui se passe chez lui».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - S'exprimant, hier, lors d'une conférence de presse tenue au siège du MSP, à Alger, Aboudjerra Soltani a qualifié d'«inacceptable», voire d'«inadmissible», le choix du gouvernement algérien de ne pas communiquer à temps par rapport à l'attaque terroriste sur le complexe gazier de Tiguentourine. «Il y a un dysfonctionnement qu'il faut résoudre au niveau du gouvernement », a-t-il d'emblée lancé.

C'est ainsi que le président du

MSP pense que la conférence de presse tenue hier par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, pour communiquer sur l'attaque terroriste perpétrée au complexe gazier de Tiguentourine, n'a pas lieu d'être. «La conférence de presse de Sellal vient en retard, car les gouvernements français, anglais, américain et japonais se sont exprimés à notre place et ont déjà tout dit. Même les pays qui n'ont aucun rapport avec cet incident se sont exprimés sur l'attaque terroriste qui s'est passée sur notre territoire au moment où le gouvernement algérien restait muet...», a-t-il clamé. Par rapport aux arguments avancés par le ministre de la Communication, Mohand Oubelaïd Saïd, sur le choix du gouvernement de maintenir le silence pour ne pas permettre aux ravisseurs de cerner les intentions de l'Armée nationale populaire, Aboudjerra Soltani

ne voit pas de rapport : «J'estime qu'il y a une différence entre communiquer sur ce qui s'est passé et sur ce qui va se passer. Nous n'avons pas demandé au gouvernement de révéler ses intentions ou la stratégie de l'armée de déjouer la tentative terroriste...»

Mais seulement, nous avons souhaité les entendre s'exprimer sur ce qui s'est déjà passé, c'est-à-dire le nombre de terroristes et celui des victimes... Mais malheureusement, nous avons dû brancher nos télévisions sur les chaînes étrangères pour avoir des informations. Il est désolant de voir le peuple algérien attendre le ministre des Affaires étrangères français s'exprimer, pour apprendre ce qui se passe chez lui.»

Toujours dans le même chapitre, le président du MSP a signifié que «lorsqu'il s'agit de la

souveraineté nationale, l'heure n'est plus au débat politique ou à la divergence des avis ou des positions des partis politiques ou autres, car nous devons tous converger vers une seule démarche même s'il y a des questions qui s'imposent». A savoir, poursuit-il, «comment 32 terroristes ont pu franchir la frontière algérienne avec un tel armement de guerre ? C'est un relâchement et cela nécessite l'ouverture d'une enquête mais puisque c'est fait, il faut agir et c'est pour cela que nous soutenons l'intervention militaire de l'Algérie et sa fermeté à ne pas négocier avec les terroristes...».

«Je suis un exemple en alternance politique»

Par ailleurs, et abordant le choix de ne pas se présenter comme candidat à la présidence

du MSP lors du cinquième congrès du parti qui se tiendra dans deux ou trois mois, Aboudjerra Soltani a souhaité que sa décision ne soit pas interprétée de manière négative. «Mon choix est uniquement motivé par la volonté de donner une leçon en matière d'alternance politique. En abordant la question avec certains chefs d'autres formations politiques, je leur ai dit qu'après huit ou dix ans à la tête d'un parti, il faut céder le passage et laisser le tour aux autres», a-t-il souligné.

C'est ainsi que Aboudjerra Soltani pense que sa démarche permettra de «relancer la scène politique nationale sur de nouvelles bases», de même qu'elle permettra, ajoutera-t-il, «aux dissidents du parti qui voient en ma personne le mal du MSP de revenir et d'unifier les rangs».

M. M.